

ÉDITO

Iran : un crime contre l'humanité et la fuite en avant d'un régime en fin de cycle

Par Ahura Mazdā

L'auteur de cet article est Franco-Iranien et a mené sa carrière politique et administrative en France. Il a choisi d'écrire sous le nom symbolique d'Ahura Mazdā. La religion iranienne ancienne, prêchée par le prophète Zarathoustra (bien avant l'islam) place au sommet de son panthéon un dieu qu'elle nomme Ahura Mazdā (« le seigneur sage ») et dont la réforme zoroastrienne (vers le VII^e siècle avant Jésus-Christ) fit le souverain unique de la création. Il s'agit d'un nom particulièrement symbolique – issu d'une religion où la femme est l'égale de l'homme – au regard de l'actualité iranienne actuelle.

Lorsqu'un régime n'est plus en mesure de gouverner, il peut basculer dans une autre logique : celle du crime contre l'humanité. C'est dans ce cadre que s'inscrit aujourd'hui le pouvoir iranien, engagé dans une fuite autoritaire marquée par des violations systématiques et massives, à mesure que sa légitimité populaire s'effrite.

Historiquement fondé sur une mobilisation idéologique et religieuse, le régime des mollahs ne se maintient désormais plus que par la peur, l'appareil sécuritaire et la censure. En effet, face aux manifestations, la réponse du pouvoir est systématique et brutale. Les autorités accusent les protestataires d'être manipulés par l'étranger (notamment les États-Unis et Israël), afin de délégitimer les contestations sociales. Cette rhétorique conspirationniste constitue un cadre justificatif à l'usage d'une violence étatique extrême, incluant le recours à des tirs à balles réelles sur des manifestants désarmés au sein de plus de 140 villes du pays. Selon des sources concordantes, plus de 12 000 personnes auraient déjà été tuées à la suite d'ordres directs émanant du comité de sécurité du régime, placé sous l'autorité de l'ayatollah Ali Khamenei. Il ne s'agit ni de combattants ni d'insurgés armés. Près de 90 % des victimes sont des civils : des femmes, des hommes ordinaires et, de façon particulièrement glaçante, des enfants âgés de 10 à 15 ans, tués sans sommation. Leur seul « crime » a été de réclamer la liberté, la dignité et la fin d'un régime oppressif. Cette violence délibérée contre une population désarmée révèle la nature



réelle du pouvoir iranien : un régime qui ne gouverne plus, il exécute.

Privée de toute légitimité populaire, la République islamique est entrée dans une phase de survie autoritaire, où la peur, la force brute et la censure ont remplacé toute forme de contrat social. Longtemps soutenu par une mobilisation idéologique et religieuse, le régime des mollahs ne se maintient désormais que par l'appareil sécuritaire et la violence d'État. Chaque manifestation est traitée comme une guerre intérieure.

**« La rupture entre l'État
et la société iranienne
est désormais totale
et irréversible. »**

De plus, un seuil extrêmement grave a récemment été franchi. Selon plusieurs sources, des milices chiites irakiennes alliées de Téhéran auraient été introduites sur le territoire iranien pour participer directement à la répression. Ces groupes, utilisés depuis des années pour projeter l'influence iranienne à l'extérieur, seraient désormais employés contre la population iranienne elle-même. Le régime avoue ainsi sa défiance envers ses propres forces et son choix assumé d'une violence importée pour se maintenir.

Parallèlement, le pays a été plongé dans un blackout informationnel quasi total. Internet est massivement coupé, les réseaux mobiles paralysés, les communications restreintes. L'Iran est volontairement placé sous « écran noir ». Ce silence imposé est une arme stratégique : il empêche les Iraniens de témoigner, de documenter les crimes, d'alerter le monde et d'appeler à l'aide. Il protège les bourreaux et condamne les victimes à l'oubli.

Cette coupure plonge également des millions d'Iraniens de la diaspora dans une angoisse insupportable, privés de toute nouvelle de leurs proches. L'isolement n'est pas un dommage collatéral : c'est une méthode de domination.

La rupture entre l'État et la société iranienne est désormais totale et irréversible. Une population jeune, éduquée, urbanisée et connectée ne se reconnaît plus dans un pouvoir figé, idéologique et incapable de répondre aux aspirations économiques, sociales et culturelles du pays. Gouverner durablement contre sa société est une illusion historique. Aucun régime n'y survit sans sombrer dans une violence toujours plus extrême.

Les fragilités internes s'accumulent : crise économique chronique, inflation massive, corruption endémique, sanctions, fuite des élites, effondrement du contrat social et incertitude explosive autour de la succession du Guide suprême. En refusant toute réforme structurelle, le pouvoir ne fait que repousser l'inévitable, au prix d'un bain de sang croissant.

Les conséquences dépassent largement les frontières iraniennes. Un régime acculé, affaibli et imprévisible peut être tenté d'exporter ses tensions internes par des escalades régionales, des actions asymétriques ou des démonstrations de force. La répression interne et l'agressivité externe sont les deux faces d'un même déclin autoritaire.

Face à cela, le silence ou les réactions timorées sont moralement et politiquement indéfendables. Si certaines prises de position internationales – notamment celles de l'Allemagne, de la Finlande ou de la Suède – montrent qu'une réaction ferme est possible, la réponse française reste dramatiquement insuffisante. Une simple déclaration sur les réseaux sociaux ne saurait tenir lieu de politique étrangère.

La France, qui se revendique patrie des droits de l'Homme, doit agir. Condamner clairement le régime islamique, soutenir le peuple iranien, user de son poids diplomatique, promouvoir des sanctions ciblées et porter ces crimes sur la scène internationale ne sont pas des options : ce sont des devoirs. Se taire aujourd'hui, c'est être complice.

L'histoire des régimes autoritaires est claire : lorsque la peur devient le seul langage du pouvoir, la fin du cycle est déjà engagée. L'Iran est entré dans cette phase. La seule inconnue n'est plus l'issue, mais combien de vies encore le régime sacrifiera avant de s'effondrer. ●



Mohammad Alizade, Unsplash

REGARD D'EXPERT

Europe whistles past the Venezuelan graveyard: Its tepid response to the US attacks reinforces its weakness and undermines the cas for defending Ukraine

This article was first published by Responsible Statecraft on 6 January 2026 and is reprinted with the kind permission of the author.

Par Eldar Mamedov



Eldar Mamedov est actuellement chercheur associé non résident au Quincy Institute for Responsible Statecraft. Il a auparavant été diplomate letton, en poste à Washington et à Madrid, avant de devenir conseiller principal en politique étrangère au Parlement européen, où il s'est spécialisé sur les questions iraniennes et celles du Golfe persique.

The Russian invasion of Ukraine has reignited a global debate over the foundations of international order. In response, EU High Representative for Foreign Affairs Kaja Kallas underlined that “sovereignty, territorial integrity and discrediting aggression as a tool of statecraft are crucial principles that must be upheld in Ukraine and globally. These were not mere words. The EU has adopted no less than 19 packages of sanctions against the aggressor — Russia — and allocated almost \$200 billion in aid since 2022.

Surely one would expect, then, the EU to condemn the U.S. unilateral attack on Venezuela in early days of 2026, resulting in an abduction of its leader Nicolás Maduro? Yet, nothing of the sort happened. In fact, the EU has already demonstrated its selective approach to the international legality when it failed to condemn its violations in Gaza half as vociferously as it did in Ukraine, shredding Europe's credibility in the Global South and among many European citizens as well.

Instead, the EU's response to President Trump's attack on Venezuela was a masterpiece

of evasion. European leaders issued vague carbon-copy statements committing to, above all, “closely monitoring the situation” in Venezuela. This “collective monitoring” may be the largest and most passive mission in the bloc's history.

This lamentable spectacle included the German Chancellor Friedrich Merz asserting that the legal circumstances of the U.S. action were “complex.” His Greek counterpart Kyriakos Mitsotakis went even further, dismissing legal questions as untimely — a reckless stance for a leader locked in long-simmering sovereignty disputes with Turkey.

As a result of these contortions, Kallas produced a tepid statement on behalf of 26 EU states which somehow managed to avoid rejecting the U.S. attack on Venezuela as a primary cause of the “crisis.” Instead, it appeared to endorse the Trump administration's case for war with references to Maduro's illegitimacy, drug trafficking and transnational organized crime despite U.S. national intelligence's conclusion that Maduro did not have any operational role in running drug cartels.

Yet it would be a mistake to assume that this position (or rather, lack of it) speaks for all European states and, much less, populations. Hungary opted out as even the thinnest veiled criticisms of the U.S. actions proved too much for its Prime Minister Viktor Orbán, a close Trump's ally.

On the other side, Spain, in a move of significant diplomatic defiance, signed a separate statement with Mexico, Brazil, Colombia, Chile, and

Uruguay. It expressed “a clear rejection of the unilateral military actions against Venezuela” (stopping short, however, of explicitly mentioning the United States) and, notably, concern about any intent of an external appropriation of sovereign natural and strategic resources, a clear reference to Trump’s talk about “taking Venezuela’s oil.”

The internal EU fracture over the response is perhaps even more telling. While the EU’s elites seem to be going out of their way not to anger Trump, there is also a growing rejection of this form of vassalage, on both political right and left.

Nowhere is this political realignment more potent than in France, the EU’s pre-eminent strategic power. President Emmanuel Macron, the self-styled champion of a “European strategic autonomy,” has de-facto endorsed the U.S. operation, choosing to emphasize Maduro’s lack of legitimacy. Top of Form

Bottom of Form

In stark contrast Marine Le Pen and Jordan Bardella, the leaders of the right-wing National Rally, have stood up robustly for the principle of sovereignty and international law, condemning the operation as a dangerous overreach — as did the left-wing France Unbowed.

Notably, the former prime minister and foreign minister Dominique De Villepin, a Gaullist conservative who famously opposed the Iraq war at the U.N. Security Council in 2003, was equally scathing in his indictment of Macron’s position. He lambasted the French president for not seeming to realize that both Ukraine and Venezuela are “inter-connected.” He said that failing to stand up against the U.S.

attack on Venezuela and “on what happens in the Middle East” (in reference to Israel’s wars) weakens the EU case on Ukraine.

De Villepin is right : Macron’s position looks even more awkward given that the new U.S. national security strategy chastises Europe by treating the liberal, centrist forces he represents as adversaries while backing his nationalist opponents.

Yet it is those putative Trump’s allies on the nationalist right who now criticize his actions. Macron’s submission to Washington enabled the Le Pen-Bardella camp to claim the mantle of true defenders of national dignity and sovereignty. The National Rally already tops the polls in France. The Venezuela debacle could further help to break the Atlanticist hold on the Élysée.

« In fact, if the U.S. did invade Greenland, the EU would likely simply issue another statement with generic concern. »

And then there is a Greenland corollary to the whole story. In the wake of the Venezuela operation, Katie Miller, the wife of the White House deputy chief of staff for policy Stephen Miller, posted on X a picture of Greenland, a Danish territory, covered by the American flag with a comment “soon.” This was deemed alarming enough for the Danish Prime Minister Mette Frederiksen to issue a strong rebuke. It doesn’t seem, however, to have impressed

Trump, who promised to “deal” with Greenland in “two months.”

The question is what really the EU can do to deter the U.S., except issue more statements of concern? Having outsourced its security to the U.S., defined the Ukraine war as existential to its own future and refused to seek autonomous diplomatic solutions, the EU is now utterly dependent on the U.S. whims and — because of its position on Gaza and now Venezuela — devoid of any international sympathy.

In fact, if the U.S. did invade Greenland, the EU would likely simply issue another statement with generic concern. Some, like the president of Latvia, already suggested that the (unspecified, and arguably non-existent) “legitimate security needs of the U.S.” have to be addressed in a “direct dialogue” between the U.S. and Denmark.

He shouldn’t be surprised then if, at some point, other European leaders advise him to solve Latvia’s differences with Russia in a “direct dialogue with Moscow, taking into account Russia’s security needs.” This is how vassalage leads not only to Europe’s increasing irrelevance on the global stage, but now directly endangers NATO and EU’s own internal cohesion.

The EU now stands at a precipice. Going forward, it can continue down the path of “selective principles,” further consolidating into an entity whose word carries little weight beyond its echo chamber. Or, it can seize this moment to move from vassalage to leadership, which sometimes implies an ability to say “no” to a powerful ally. The precedents set out by the reactions to the attack on Caracas are not at all encouraging. ●



© Andrés Silva, Unsplash

REGARD D'EXPERTE

Quand le conflit devient viral : retour sur la séquence Trump–Maduro sur les réseaux sociaux

Par **Chiara Guani**



Formée entre la France et le Royaume-Uni, Chiara se spécialise en linguistique et en communication interculturelle. Elle approfondit ensuite ces enseignements à travers des travaux en communication de crise, qui l'amènent à s'orienter vers le conseil et la communication stratégique. Elle développe cette expertise au sein de grands groupes tels que BNP Paribas et SAP, avant de rejoindre Antidox en 2023 en tant que consultante spécialisée en communication corporate et accompagnement de dirigeants.



Donald J. Trump
@realDonaldTrump

Nicolas Maduro on board the USS Iwo Jima.



RÉSULTATS DANS LE TEMPS



Entre le 2 et le 8 janvier, on comptabilise plus de 422k mentions relatives à la tenue de Nicolas Maduro sur les réseaux sociaux (Source : Talkwalker).

Du choc politique au même vestimentaire

Dès les premières heures, la communication n'est pas passée par les canaux traditionnels, mais bel et bien par les réseaux sociaux. Avant même que les autorités vénézuéliennes ne puissent confirmer l'assaut, Donald Trump revendiquait l'opération en publiant sur Truth Social une photographie de Nicolas Maduro les yeux bandés, menotté, portant un ensemble gris Nike Tech Fleece.

Ce détail, en apparence trivial, a provoqué un court-circuit sémantique immédiat sur les réseaux sociaux. Plutôt que de se concentrer sur les conditions de l'intervention, une partie massive de l'audience s'est focalisée sur la tenue du dirigeant. L'expression « The Maduro Fit » est devenue une tendance mondiale, allant jusqu'à provoquer une rupture de stock du modèle sur plusieurs sites de vente en ligne en moins de 48 heures.

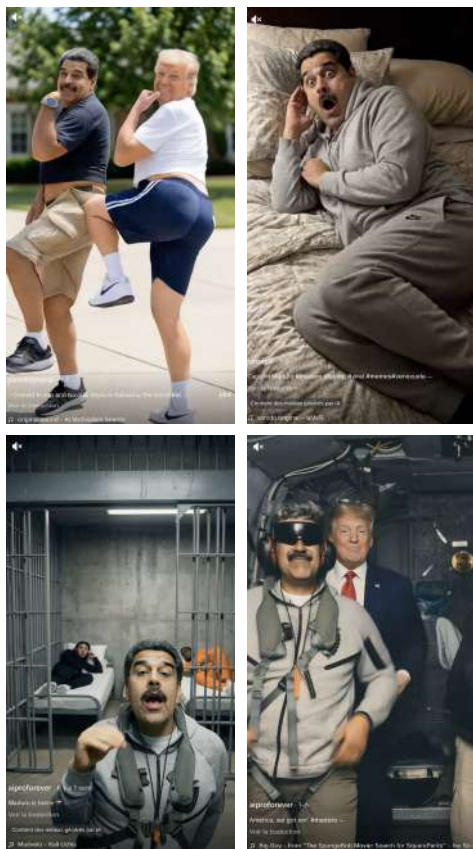
Cette « mèmification » d'un chef d'État vient illustrer une dynamique désormais bien installée, où l'image, surtout lorsqu'elle est spectaculaire, précède la compréhension des faits. Le conflit est alors appréhendé par fragments, hors de toute chronologie stable, au profit d'une consommation

rapide et émotionnelle. On ne s'intéresse plus aux enjeux diplomatiques, on consomme un contenu de pop culture.

Une viralité fondée sur l'image... au détriment du réel

Une fois l'attention captée par ces images, la machine algorithmique s'est emballée. Plusieurs photographies largement partagées comme authentiques se sont révélées altérées ou entièrement générées par intelligence artificielle, allant des faux clichés montrant le dirigeant vénézuélien escorté par des soldats américains, à des images composites de son arrestation, jusqu'à des scènes passées sorties de leur contexte.

À cette première couche s'est ajoutée une production massive de deepfakes. Des vidéos montrant Nicolás Maduro ou Donald Trump en train de danser, de célébrer l'opération ou d'interagir de manière parodique ont circulé à grande échelle, cumulant des millions d'engagements.



Plusieurs médias et organisations de fact-checking ont documenté cette vague de désinformation visuelle, soulignant la difficulté, pour les plateformes comme pour les utilisateurs, à distinguer le vrai du faux dans un contexte d'actualité brûlante. Dans un article du *New York Times*, Roberta Braga, directrice exécutive du think tank Digital Democracy Institute of the Americas, déclare n'avoir jamais observé une telle quantité

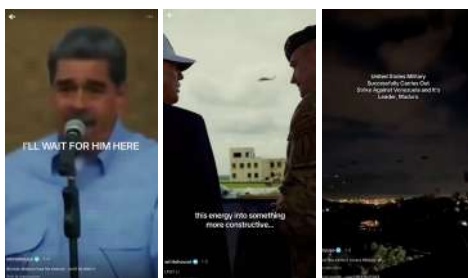
d'images générées par IA prétendant représenter un événement en cours : « This was the first time I'd personally seen so many A.I.-generated images of what was supposed to be a real moment in time. »

Ici, l'enjeu ne réside plus seulement dans la véracité des contenus, mais dans leur capacité à structurer, au moins temporairement, les premières lectures de l'événement. Avant même toute contextualisation, les images circulent, sont commentées et réappropriées, et contribuent à façonner un récit fragmenté, où le réel et le synthétique se superposent sans distinction claire.

Un éclairage par les logiques de communication de crise

Du côté de la Maison Blanche, c'est une communication parfaitement adaptée aux codes de ces plateformes qui prend le dessus. Sur TikTok notamment, la stratégie ne repose pas sur l'explication pédagogique, mais sur l'adoption d'une grammaire visuelle bien choisie : des montages rythmés (les fameux « edits »), l'usage de musiques virales pour accompagner les images de l'arrestation et une esthétique plus proche du clip vidéo que du communiqué de presse. Ces contenus atteignent plusieurs millions de vues, transformant une opération militaire en séquence « satisfaisante » pour l'algorithme.

Le recours à des formats dits « trendy » n'a rien d'inédit en soi. Nombreuses sont les institutions publiques qui adaptent leurs prises de parole aux codes des plateformes afin d'exister dans un écosystème saturé. Bien que l'exemple vénézuélien s'inscrive dans cette continuité, il offre un cas d'école particulièrement atypique, tant le contraste est fort entre la dimension géopolitique de l'événement et les formats mobilisés.



Relue à l'aune des cadres classiques de la communication de crise, qui privilégient généralement des réponses resserrées, hiérarchisées, fondées sur la clarté du message et la maîtrise du volume de prises de parole, la priorité semble ici davantage accordée à l'occupation de l'espace informationnel et, *in fine*, à la recherche de viralité.

Une diplomatie du "scroll" ?

Sans constituer une rupture totale, la séquence Trump-Maduro marque un point de bascule. Elle illustre l'avènement d'un monde où tout finit par devenir du « contenu », une tendance à consommer avant de passer à la suivante, y compris dans le traitement de crises internationales majeures.

En creux, elle nous pose une question de fond : dans un environnement dominé par la vitesse, l'émotion et l'image, comment préserver un espace de compréhension collective des enjeux géopolitiques ? Et plus largement, quelle place reste-t-il pour le droit international, les médiations institutionnelles et le temps long diplomatique, lorsque le conflit devient un objet narratif optimisé pour l'engagement social media ? ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslriivington.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.